



SGS Société Générale de Surveillance Holding S.A. Genève

Offre publique de rachat d'actions SGS au porteur de valeur nominale CHF 100 chacune et nominatives de valeur nominale CHF 20 chacune, afin de réduire le capital-actions de la Société de 10% au maximum, soit une réduction d'une valeur nominale de CHF 17,209,500. Cette offre est faite à la suite de la déclaration d'intention de la Société annoncée le 16 octobre 1997 de racheter ses actions en vue de leur annulation à concurrence de 15% du capital-actions sur une période de deux ans.

| | | |
|--|---|--|
| Offre de rachat | Selon décision du Conseil d'administration prise le 30 octobre 1997 et annoncée le 31 octobre 1997, SGS Société Générale de Surveillance Holding S.A. ("Société") offre à ses actionnaires de racheter leurs actions au porteur et nominatives, en vue de leur annulation, et ce à concurrence d'un total de leur valeur nominale équivalent à 10% du capital-actions de la Société, c'est-à-dire CHF 17'209'500. Le Conseil d'administration a l'intention, lors d'une Assemblée générale des actionnaires subséquente, de proposer la réduction du capital-actions de la valeur nominale des actions au porteur et nominatives rachetées aux actionnaires de la Société dans le cadre de cette offre et d'autres offres futures. | |
| Prix de rachat par action au porteur | CHF 3'000.- | prix de rachat brut |
| | CHF 1'015.- | déduction de l'impôt anticipé (35% de CHF 2'900.-) |
| | CHF 1'985.- | prix de rachat net |
| Prix de rachat par action nominative | CHF 600.- | prix de rachat brut |
| | CHF 203.- | déduction de l'impôt anticipé (35% de CHF 580.-) |
| | CHF 397.- | prix de rachat net |
| Délai de l'offre | Du 3 au 10 novembre 1997, 12.00 heures (réception). | |
| Annonce | Les actionnaires annoncent leur acceptation de l'offre à leur banque ou à l'un des guichets en Suisse de l'Union de Banques Suisses. | |
| Banque chargée du déroulement | Union de Banques Suisses, 8021 Zurich. | |
| Répartition | Au cas où le total de la valeur nominale des actions annoncées pour le rachat serait supérieur à 10% du capital-actions de la Société (CHF 17'209'500), les rachats seront réduits proportionnellement sur la base de la valeur nominale totale des actions annoncées pour le rachat. La répartition par les banques s'effectuera le 11 novembre 1997. | |
| Paiement du prix de rachat et livraison des titres | Le paiement des actions rachetées s'effectuera contre remise des actions valeur 13 novembre 1997 aux prix nets de rachat (définis ci-dessus) sans aucune déduction de frais. | |
| Imposition | <p>L'actionnaire qui vend ses actions à la Société est soumis à l'impôt et doit lui-même s'informer de ses obligations fiscales.</p> <p><i>Impôt anticipé</i> L'impôt se calcule comme 35% de la différence entre le prix brut de rachat (défini ci-dessus), et la valeur nominale des actions. La Société déduit le montant de l'impôt anticipé du prix brut de rachat pour le compte de l'Administration Fédérale des Contributions.</p> <p>L'Administration Fédérale des Contributions a confirmé à la Société qu'ont droit au remboursement de l'impôt anticipé les personnes qui disposaient déjà du droit de jouissance sur les actions le 30 octobre 1997 et qui remplissent les autres conditions légales au remboursement.</p> <p><i>Droit de timbre fédéral</i> Le rachat de ses propres actions par la Société en vue d'une réduction de capital n'est pas soumis au droit de timbre de négociation.</p> <p><i>Impôt fédéral direct</i> Si les actions font partie de la fortune privée de l'actionnaire, la vente des actions à la Société constitue, conformément à la théorie de la liquidation partielle directe, un revenu imposable égal à la différence entre la valeur nominale des actions et le prix brut de rachat. Si les actions font partie de la fortune commerciale de l'actionnaire, celui-ci réalisera un gain imposable, égal à la différence entre la valeur comptable et le prix brut de rachat des actions (principe de la valeur comptable). La théorie de la liquidation partielle n'a pas d'influence sur sa situation fiscale.</p> <p><i>Impôts cantonaux</i> Les conséquences fiscales cantonales sont réglées par le droit fiscal cantonal du lieu du domicile, respectivement siège cantonal de la raison sociale du contribuable. La plupart des législations fiscales cantonales suivent la pratique de l'impôt fédéral direct (principe de la valeur nominale ou de la valeur comptable). Dans les cas particuliers, l'existence d'un revenu imposable dépend de la réglementation cantonale concernée.</p> | |
| Droit et for juridique | L'offre est soumise au droit suisse. Le for juridique pour cette offre est Genève. | |